

PLAN STRATÉGIQUE POUR L'INDONÉSIE (2016–2020)



Consultation informelle

21 septembre 2015

Programme alimentaire mondial
Rome (Italie)

RÉSUMÉ

La croissance économique impressionnante de ces dix dernières années en Indonésie a permis de diviser par deux la proportion de la population du pays vivant dans l'extrême pauvreté, mais la malnutrition, le changement climatique et les catastrophes naturelles compromettent la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition pour tous.

La souveraineté alimentaire et la nutrition sont des éléments essentiels du Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019, et le Gouvernement sollicite le soutien du PAM pour deux de ses cinq grandes orientations, à savoir: améliorer la nutrition et la qualité de l'alimentation; et atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire.

Le présent plan stratégique de pays pour 2016–2020 définit les modalités du soutien que le PAM se propose d'apporter au Gouvernement pour réduire la prévalence de l'insécurité alimentaire grave¹ en se concentrant sur trois résultats stratégiques:

1. Une approche fondée sur des données factuelles permettra d'accorder la priorité aux populations et aux régions les plus vulnérables afin de réduire l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an.
2. Des campagnes d'information sur la nutrition et des programmes de protection sociale tenant compte de la nutrition seront menés pour encourager les consommateurs à adopter un régime alimentaire équilibré.
3. Les moyens logistiques d'urgence de l'Indonésie seront renforcés pour lui permettre de faire face aux catastrophes en temps voulu et de manière coordonnée.

Le premier de ces résultats concorde avec l'Objectif stratégique 3, le deuxième s'inspire de l'Objectif stratégique 4 et le troisième correspond à la cible 3 associée à l'Objectif stratégique 1. Les trois résultats stratégiques contribueront à la réalisation du deuxième objectif de développement durable: éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

Le plan stratégique de pays s'appuie sur un examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisé par un institut national de recherche. Il comprend des observations formulées par le Gouvernement, la société civile, le secteur privé et des partenaires de développement, et a été conçu dans le respect du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement.

Le Gouvernement, les personnes chargées de l'examen stratégique et les évaluateurs du portefeuille de pays (2009–2013) ont recommandé que le PAM cesse les distributions directes de vivres, sauf lors des interventions d'urgence de niveau 3, et se concentre plutôt sur le conseil en matière de politiques, le développement des capacités et le partage des connaissances afin d'appuyer les investissements du Gouvernement dans la sécurité alimentaire, la nutrition et la préparation aux crises.

¹ Le Ministère de l'agriculture vise une réduction de 1 pour cent par an de l'insécurité alimentaire grave, de 19 pour cent en 2013 à 12 pour cent en 2020. L'estimation du nombre de bénéficiaires par an, soit 11 millions de personnes, est établie à partir des calculs du PAM, qui tiennent compte des projections du Bureau central de la statistique indonésien.

ANALYSE DU PAYS

Contexte

1. L'Indonésie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure comptant 250 millions d'habitants (quatrième population dans le monde), qui se classe au 108^e rang sur 187 pays selon l'indice de développement humain de 2014 et au 22^e rang sur 76 pays d'après l'indice de la faim dans le monde de 2014. Elle a réussi à atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement en divisant par deux la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté et souffrant de la faim. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prévoit que la sous-alimentation va reculer, passant de 19,7 pour cent entre 1990 et 1992 à 7,6 pour cent entre 2014 et 2016. La plupart des indicateurs relatifs à la croissance économique, à l'espérance de vie et à l'éducation sont positifs, mais la malnutrition, en particulier le retard de croissance, est encore répandue.
2. L'Indonésie a vu son économie croître de 5,5 pour cent en moyenne entre 2000 et 2014, ce qui l'a placée en tête des pays d'Asie du Sud-Est; le coefficient de Gini, qui mesure l'inégalité des revenus, est passé de 0,31 en 2003 à 0,41 en 2013. D'après le Bureau central de la statistique, la proportion de la population vivant dans la pauvreté a régressé, de 18,2 pour cent en 2002 à 10,9 pour cent en 2014, mais le taux de réduction de la pauvreté a ralenti, de 7 pour cent en 2007 à 5 pour cent en 2013. Le taux de pauvreté des ménages dirigés par un homme a reculé plus rapidement et a atteint un niveau inférieur à celui des ménages dirigés par une femme. En 2013, 28 millions de personnes vivaient encore dans la pauvreté.
3. Le développement économique ne se traduit pas par un développement humain de même ampleur: en 2014, seulement 1,1 pour cent du produit intérieur brut était consacré à la santé, et 1,2 pour cent à la protection sociale, moins que dans les autres pays de la région. Selon l'enquête de base sur la santé de 2013, un tiers de la population n'a accès ni à l'eau potable ni à l'assainissement.
4. La population devrait atteindre 306 millions d'habitants d'ici à 2035. Entre 2013 et 2020, la population en âge de travailler augmentera de 14,8 millions, ce qui permettra une forte croissance économique. Le Bureau central de la statistique prévoit que, d'ici à 2035, 66,6 pour cent des Indonésiens vivront en milieu urbain, contre 49,8 pour cent en 2010.
5. L'Indonésie a presque atteint son objectif de 100 pour cent des enfants scolarisés dans l'enseignement primaire. En 2012, le taux de scolarisation était de 92 pour cent pour les garçons et de 93 pour cent pour les filles. Il existe toutefois de fortes disparités entre les sexes en ce qui concerne les taux d'abandon scolaire, surtout dans le cycle secondaire, les filles ayant une probabilité plus forte d'arrêter leurs études. Dans les régions rurales reculées, 6,8 millions d'enfants, la plupart du temps en âge d'être scolarisés dans le cycle secondaire, ne vont pas à l'école².
6. Selon le dernier indice d'inégalité de genre en date, l'Indonésie se classe au 103^e rang sur 187 pays. L'égalité des sexes est favorisée et, parmi les mesures visant à autonomiser les femmes figurent celles inscrites dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing de 1995 et dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Cependant, la mortalité maternelle, le mariage des enfants et l'inégalité de

² Enquête socioéconomique nationale, 2012.

l'accès aux actifs productifs influent sur la nutrition et la sécurité alimentaire des femmes (ou des filles) et des hommes (ou des garçons) les plus vulnérables.

7. L'aide publique au développement (APD) nette versée à l'Indonésie a diminué, de 1,0 milliard de dollars É.-U. en 2009 à 53,3 millions de dollars en 2013, mais les dons de l'APD sont restés stables à 1,4 milliard de dollars sur la même période³. Le Gouvernement a indiqué qu'il cofinancera les activités portant sur ses priorités de développement et conclura des partenariats plus équilibrés avec les organismes de développement. Il cherche à mettre en place un mécanisme permettant de verser des contributions directes aux programmes des Nations Unies dans le pays, bien que, pour le moment, il n'existe aucun moyen légal de le faire.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

8. La note de l'Indonésie selon l'indice de la faim dans le monde de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires a reculé, passant de 16,1 en 2000 à 10,3 en 2014; la Malaisie, la Thaïlande et le Viet Nam ont réduit leur insécurité alimentaire plus rapidement et ont atteint des niveaux inférieurs.
9. Le PAM aide la *Badan Ketahanan Pangan* (Agence chargée de la sécurité alimentaire) relevant du Ministère de l'agriculture à établir un atlas de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité. En 2015, il a été constaté que 58 des 398 districts ruraux étaient fortement exposés à l'insécurité alimentaire, mais que la sécurité alimentaire s'était globalement améliorée entre 2009 et 2015, comme l'attestaient divers indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces progrès risquent de stagner si l'on ne s'attaque pas aux problèmes que constituent le manque d'accès à la nourriture, la malnutrition et la vulnérabilité aux aléas climatiques.

Accès à la nourriture

10. La production agricole augmente conformément à l'objectif poursuivi par le pays, qui aspire à devenir autosuffisant en riz, en maïs, en soja, en viande de bœuf et en sucre. Jusqu'ici, la production de riz a progressé suffisamment pour répondre à la demande intérieure, mais un grand nombre de personnes pauvres ne parviennent pas à accéder à un régime alimentaire nutritif et diversifié.
11. Divers facteurs socioéconomiques influent sur la sécurité alimentaire et la nutrition: ralentissement du rythme de la réduction de la pauvreté, augmentation de l'inégalité des revenus, accroissement de la population, urbanisation et participation plus grande des femmes au monde du travail. L'accès à la nourriture est rendu plus difficile du fait de la pauvreté et de l'instabilité des prix des produits alimentaires, en particulier dans les régions pauvres et reculées. La plupart des Indonésiens, y compris 60 pour cent des exploitants pratiquant une agriculture de subsistance, achètent leurs vivres sur les marchés.
12. Le coût du transport entraîne une forte hausse des prix, surtout dans les régions reculées, ce qui diminue les moyens dont les ménages pauvres disposent pour acheter des aliments nutritifs. Les personnes pauvres arrivent généralement à satisfaire leurs besoins en calories, mais pas tous leurs besoins nutritionnels. Une étude sur le coût du régime alimentaire menée en 2013 par le PAM et le Ministère de la santé a révélé que seulement 25 pour cent des

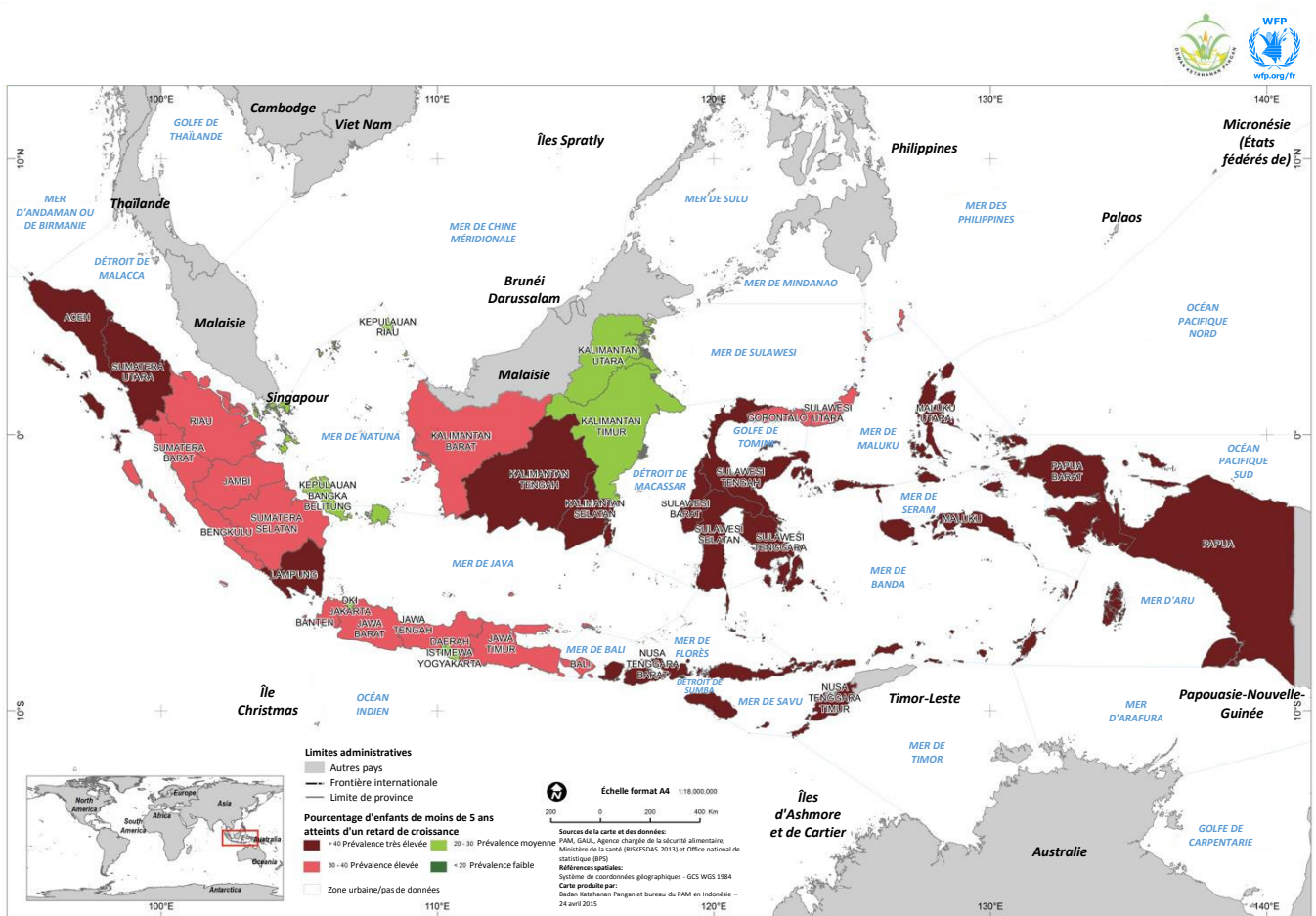
³ Organisation de coopération et de développement économiques. Voir: http://www.keypeek.com/Digital-Asset-Management/oced/development/geographical-distribution-of-financial-flows-to-developing-countries-2015_fin_flows_dev-2015-en-fr#page187.

ménages du Timor du Centre-Sud avaient les moyens de répondre à leurs besoins nutritionnels, contre 80 pour cent de ceux de Surabaya dans le Java oriental.

- Sur les 10 dernières années, la proportion du revenu consacrée à l'alimentation a diminué parallèlement à la croissance économique. En moyenne, les achats de céréales ont diminué, tandis que les dépenses liées aux aliments transformés ont augmenté. En 2013, la plupart des ménages achetaient des aliments transformés, signe de l'importance accrue du secteur privé dans la sécurité alimentaire et la nutrition, qu'il s'agisse de producteurs locaux ou de sociétés nationales ou multinationales. La consommation d'aliments transformés progresse chez les ménages aisés, ce qui témoigne de l'urbanisation et de l'importance du travail des femmes; cette tendance explique également l'augmentation rapide de la proportion des personnes en surpoids ou obèses. La consommation alimentaire se diversifie lentement: le score national de diversité alimentaire est passé de 75,7 en 2009 à 81,4 en 2013⁴.

Nutrition

Carte 1: Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

⁴ Mesure élaborée par l'Office d'appui à la sécurité alimentaire pour évaluer la diversité du régime alimentaire: 0 = aucune diversification; 100 = diversification idéale.

14. L'enquête de base sur la santé de 2013 a révélé une crise nutritionnelle: chez les enfants de moins de 5 ans, la prévalence de l'insuffisance pondérale a augmenté, de 18,4 pour cent en 2007 à 19,6 pour cent en 2013, tandis que la prévalence du retard de croissance passait de 36,8 pour cent à 37,2 pour cent sur la même période; la prévalence était de 36,2 pour cent chez les filles et de 38,1 pour cent chez les garçons. L'émaciation a régressé, de 13,6 pour cent en 2007 à 12,1 pour cent en 2013, mais elle reste à un niveau grave selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). La prévalence de l'émaciation s'élevait à 13,3 pour cent chez les garçons, et à 11,5 pour cent chez les filles. En 2014, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) indiquait que les taux de surpoids et d'émaciation étaient presque identiques chez les enfants de moins de 5 ans. Sur la même période, la prévalence du surpoids et de l'obésité⁵ chez les personnes de plus de 15 ans augmentait, de 18,8 pour cent à 26,6 pour cent; chez les hommes, elle passait de 13,9 pour cent en 2007 à 19,7 pour cent en 2013 et, chez les femmes, de 14,8 pour cent à 32,9 pour cent. En outre, 23 pour cent des femmes en âge de procréer souffraient d'anémie.
15. La malnutrition sévit partout; les régions où la prévalence du retard de croissance est la plus élevée sont les Petites Îles de la Sonde orientales et le Sulawesi occidental. C'est dans les zones rurales que la situation nutritionnelle est la plus mauvaise, en raison de l'insuffisance des infrastructures et des problèmes d'accès à l'assainissement, aux écoles, aux marchés et aux hôpitaux. Les ménages ruraux sont généralement plus pauvres. Ils sont souvent tributaires de l'agriculture de subsistance et ont une consommation alimentaire peu diversifiée. Les ménages urbains souffrent également de malnutrition, probablement à cause du manque d'accès à l'eau propre et à l'assainissement, surtout dans les bidonvilles.
16. L'enquête de base sur la santé de 2013 faisait état de taux de retard de croissance atteignant 29 pour cent, même dans les quintiles les plus riches. L'insuffisance pondérale touche les enfants de moins de 5 ans dans toutes les catégories de revenus, et la prévalence du surpoids et de l'obésité chez les adultes a aussi augmenté quel que soit le niveau de revenu.

Productivité et revenu des petits agriculteurs, et systèmes alimentaires durables

17. La viabilité des systèmes alimentaires dépend de la façon dont les aliments sont produits, transformés, transportés, commercialisés et consommés, et est compromise par divers autres facteurs: croissance démographique, urbanisation, modification des régimes alimentaires, catastrophes naturelles, sécurité de l'eau, gestion des terres et des ressources naturelles, offre de main-d'œuvre agricole, dégradation de l'environnement et changement climatique.
18. L'agriculture occupe 39 pour cent de la population active, mais sa part dans le produit intérieur brut a reculé, de 24 pour cent en 1980 à 14,4 pour cent en 2012. La plupart des agriculteurs sont des petits exploitants, mais leur nombre a diminué de 16 pour cent (5 millions de ménages) au cours des 10 dernières années.
19. La pauvreté se concentre dans les zones rurales: 14,3 pour cent de la population y vit sous le seuil de pauvreté, contre 8,3 pour cent de la population en milieu urbain. Des millions de petits agriculteurs, de travailleurs agricoles et de pêcheurs ne sont pas en mesure de bénéficier de la croissance économique, car ils n'ont pas accès aux services de vulgarisation agricoles, aux marchés et aux services financiers. Les femmes sont plus exposées à la

⁵ Dans l'enquête de base sur la santé, les personnes dont l'indice de masse corporelle (IMC) est compris entre 25,0 et 26,9 sont considérées comme étant en surpoids, et celles dont l'IMC est égal ou supérieur à 27,0 sont qualifiées d'obèses.

pauvreté du fait des inégalités entre les sexes en matière de répartition des revenus, d'accès au crédit, de contrôle de la propriété et des ressources naturelles, et d'accès aux moyens d'existence.

20. La situation géographique de l'Indonésie, au carrefour de trois plaques tectoniques, accroît le risque de tremblements de terre, d'éruptions volcaniques et de tsunamis. L'épuisement des ressources forestières et l'augmentation corollaire des émissions de gaz à effet de serre soulèvent des inquiétudes, et le changement climatique accentue le risque d'inondations, de sécheresses et d'élévation du niveau de la mer. Selon la *Bantuan Langsung Sementara Masyarakat* (Agence nationale de gestion des catastrophes), 1,6 million d'hectares ont été endommagés par les sécheresses et 1,3 million d'hectares par les inondations entre 2000 et 2014. D'après la feuille de route sectorielle de 2009 relative au changement climatique en Indonésie, ce phénomène pourrait réduire le rendement des cultures de riz dans une proportion comprise entre 20,3 pour cent et 27,1 pour cent, du maïs de 13,6 pour cent, du soja de 12,4 pour cent et de la canne à sucre de 7,6 pour cent.
21. La superficie des terrains agricoles a diminué de 436 630 hectares (1 pour cent) entre 2008 et 2012, surtout dans les zones humides irriguées, sous l'effet de la conversion de terres à cultures vivrières en terres non destinées à ce type de cultures ou en terrains non agricoles. L'eau est disponible en abondance: seulement 17,9 pour cent de l'approvisionnement total en eau par an, soit 691,3 milliards de m³, sont utilisés, mais de nombreuses zones sont sujettes à la sécheresse et n'ont pas accès à l'eau potable.

Cadres d'action du Gouvernement

22. Le Plan national de développement à long terme pour 2005–2025 porte principalement sur le développement, l'autosuffisance, la justice, la démocratie, la paix et l'unité. Ce plan se subdivise en plusieurs plans à moyen terme. Celui relatif à la période 2015–2019 est axé sur les priorités suivantes: i) développement humain, y compris en matière de nutrition; ii) développement du secteur primaire, notamment afin de parvenir à la souveraineté alimentaire; et iii) lutte contre la pauvreté et développement dans les régions reculées. Il consiste à coordonner les activités entre les parties prenantes et les structures gouvernementales au moyen de plans d'action nationaux portant sur des questions telles que la nutrition et le changement climatique.
23. Le Gouvernement a fait de la souveraineté alimentaire une priorité du développement. Le plan à moyen terme met donc l'accent sur les points suivants: i) renforcement de la sécurité alimentaire grâce à l'augmentation de la production; ii) stabilisation des prix; iii) amélioration de la qualité de la consommation alimentaire et de la nutrition en encourageant l'adoption d'un régime équilibré; iv) atténuation des effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire; et v) amélioration du bien-être des agriculteurs.
24. La politique de développement est guidée par des textes tels que la loi sur les produits alimentaires, qui institutionnalise le droit à l'alimentation et l'obligation faite à l'État de fournir à tout moment une nourriture suffisante, saine et équilibrée sur le plan nutritionnel à l'ensemble de la population. Elle définit la souveraineté alimentaire comme le droit de l'État et de la nation à formuler ses politiques en matière d'alimentation de manière indépendante. La loi n° 24 de 2007 sur la gestion des catastrophes instaure le droit de la population à l'assistance en cas de catastrophe dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement. La loi n° 36 de 2009 s'applique à la nutrition. Le décret présidentiel n° 42, signé en 2013, a permis de lancer le mouvement Renforcer la nutrition (SUN) et de mettre sur pied une équipe spéciale multipartite faisant intervenir 13 ministères.

25. Les mesures en matière de sécurité alimentaire portent essentiellement sur la production vivrière afin de parvenir à l'autosuffisance. L'agence nationale chargée de la logistique aide à stabiliser le prix du riz sur le marché intérieur, qui est généralement plus élevé que celui enregistré sur les marchés internationaux; des restrictions aux importations permettent aussi de réguler l'offre. L'importance de la diversité des apports alimentaires est de plus en plus reconnue, mais les aliments de base sont ceux qui sont le plus soutenus.
26. La protection sociale est une priorité du Gouvernement en matière de développement. Le taux national de pauvreté a reculé, passant de 16,7 pour cent en 2004 à 10,9 pour cent en 2014. Divers programmes d'aide sociale liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition ont été mis en place:
- le *Beras untuk Rakyat Miskin* (Programme de fourniture de riz subventionné [Raskin]), qui aide 15,5 millions de ménages à acheter 15 kilogrammes de riz subventionné par mois afin de leur permettre d'utiliser leur argent pour satisfaire d'autres besoins essentiels;
 - le programme Espoir pour les familles, qui fournit des transferts monétaires assortis de conditions en fonction du profil des ménages afin de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les résultats en matière de santé et d'éducation; la couverture est actuellement élargie à 3,2 millions de personnes supplémentaires par rapport au niveau de 2014;
 - les repas à l'intention des enfants scolarisés, mis en place en 1996; le financement par le Gouvernement s'est terminé en 2010 et le projet est actuellement financé par les collectivités locales en coopération avec des organisations telles que le PAM;
 - le Programme national d'autonomisation des communautés, qui accorde des subventions à des communautés pauvres et à des groupements de pêcheurs et d'agriculteurs pour qu'ils mènent des projets;
 - le programme Jardins potagers familiaux durables, qui vise à accroître la production de légumes pour améliorer la diversité alimentaire de 1 million de personnes; et
 - le programme Résilience alimentaire des villages, dont le but est d'offrir de nouvelles options de subsistance à 4 000 villages de régions exposées à l'insécurité alimentaire.
27. La sécurité alimentaire et nutritionnelle est gérée par le Conseil chargé de la sécurité alimentaire, qui est dirigé par le Président: cet organisme donne des conseils sur les politiques relatives à l'offre et à la distribution de vivres, aux réserves alimentaires, à la diversification alimentaire et à la qualité des aliments. La gestion opérationnelle relève du Ministère de l'agriculture et de l'Agence chargée de la sécurité alimentaire.
28. L'Indonésie participe aux initiatives suivantes à l'échelle internationale et régionale: objectifs du Millénaire pour le développement, Cadre de sécurité alimentaire intégré de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et Réserve d'urgence de riz de l'ASEAN+3. L'Indonésie a contribué à la définition des objectifs de développement durable en sa qualité de coprésidente du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015.

Interventions des Nations Unies et d'autres partenaires

29. Le Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement pour la période allant de 2016 à 2020 porte principalement sur: i) la réduction de la pauvreté, un développement équitable durable, les moyens d'existence et le travail décent; ii) l'accès équitable aux services sociaux et à la protection sociale; iii) la sauvegarde de

l'environnement et l'amélioration de la résilience face aux crises; et iv) l'amélioration de la gouvernance et l'accès équitable à la justice.

30. Le système des Nations Unies s'adapte à l'évolution des priorités de développement de l'Indonésie. Le Plan-cadre concorde avec le Plan national de développement à moyen terme en cours, les activités se limitant au conseil sur l'action à mener, au développement des capacités et au partage des connaissances. La fourniture directe d'une assistance alimentaire sera arrêtée.
31. Parmi les autres organismes des Nations Unies intervenant dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition figurent la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'UNICEF et l'OMS; leurs travaux s'inscrivent dans la droite ligne du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement. Les portefeuilles d'activités de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement concernent l'agriculture, le développement rural et la nutrition.
32. Le bureau de pays collabore avec l'UNICEF, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la FAO et l'OMS dans le cadre du programme de pays en cours, et négocie des partenariats avec le Bureau des Nations Unies de la coordination de REDD+ en Indonésie (UNORCID), ONU-Femmes et le Fonds des Nations Unies pour la population dans la perspective du prochain portefeuille d'activités.
33. En leur qualité de partenaires de développement bilatéraux, l'Australie, les États-Unis d'Amérique, le Japon et les Pays-Bas ont apporté leur concours dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la réduction des risques de catastrophe.

Contribution du PAM aux interventions nationales et enseignements tirés de l'expérience

34. Le PAM intervient en Indonésie depuis 1964. Son programme de pays pour 2012–2015 portait principalement sur le développement des capacités nationales dans les secteurs suivants: i) cartographie, suivi et analyse de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité; ii) réduction des risques de catastrophe et adaptation au changement climatique; et iii) réduction de la dénutrition. Le PAM a mis au point des prototypes pour les repas scolaires et les activités de nutrition maternelle et infantile, et a assuré une assistance technique, transféré des connaissances et développé les capacités dans le cadre d'interventions menées dans les régions en situation d'insécurité alimentaire.
35. Plusieurs enseignements ont été tirés du programme de pays pour 2012–2015:
 - la nécessité des consultations, des partenariats et du respect des politiques et programmes publics au niveau national et infranational;
 - l'importance que revêt le fait de consacrer des ressources qui sont limitées à des activités susceptibles d'améliorer les capacités institutionnelles;
 - la nécessité d'une action volontariste et souple permettant de s'adapter à l'évolution des besoins du Gouvernement et des prestataires de services partenaires; et
 - la nécessité de rechercher des partenariats et des financements auprès des pouvoirs publics et du secteur privé pour réaliser des objectifs communs et améliorer l'efficacité et l'efficience des interventions.
36. Le programme de pays a toutefois rencontré des problèmes de financement: environ 40 pour cent du budget prévu a été reçu. Ce manque de fonds a eu des effets négatifs sur le nombre de bénéficiaires, l'exécution du programme et la réputation du PAM.

37. Dans l'évaluation de son portefeuille d'activités en Indonésie sur la période 2009–2013 et dans sa stratégie de pays pour 2012–2015, le PAM recommandait au bureau de pays de mettre en œuvre ses activités dans deux domaines: le développement des capacités institutionnelles et les prototypes, en s'intéressant en particulier à l'élaboration de stratégies fondées sur des données factuelles susceptibles d'être transposées à plus grande échelle par des organismes nationaux publics et privés. Les évaluateurs ont également préconisé d'arrêter les distributions directes de vivres sauf dans les situations d'urgence de niveau 3.

Analyse des lacunes

38. L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie, commandé par le PAM et réalisé en 2014 par l'institut de recherche SMERU, a permis de relever sept lacunes à combler:
- i) Manque de coordination entre l'action publique et la conception des programmes, ce qui a entraîné une mise en concurrence de ressources pourtant limitées et une diminution de l'efficacité. Les politiques et les projets en matière d'autosuffisance alimentaire, par exemple, portaient principalement sur l'augmentation de la production d'aliments de base sans prendre en considération la diversification de l'alimentation ni la nutrition; et la politique en matière de nutrition se concentrait sur les services de santé sans s'occuper de l'alimentation.
 - ii) Faible couverture géographique des interventions. Les budgets destinés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont gérés par les Ministères de l'agriculture, des affaires sociales et de la santé et l'Agence nationale de gestion des catastrophes. Entre 2010 et 2013, l'allocation budgétaire estimée pour la sécurité alimentaire et la nutrition représentait seulement 1,75 pour cent du budget national, d'où une couverture limitée; de nombreux programmes en sont restés à la phase d'expérimentation ou ont été mis en œuvre partiellement.
 - iii) Occasions manquées de s'attaquer à la nutrition. Les programmes nationaux de protection sociale pourraient contribuer à améliorer les résultats de la nutrition, mais cet aspect n'est pas assez exploité. Les programmes Raskin et Espoir pour les familles pourraient améliorer simultanément l'accès des ménages à la nourriture et aux services sociaux s'ils tenaient davantage compte de la nutrition.
 - iv) Méconnaissance de la sécurité alimentaire et de la malnutrition (surtout du retard de croissance) de la part des fonctionnaires gouvernementaux, des agents de vulgarisation et du public. Le faible nombre de membres du personnel spécialisés et l'inadéquation des compétences en matière de formation et d'information ont nui à la réalisation des objectifs.
 - v) Insuffisance des mécanismes de suivi et d'évaluation, qui sont axés principalement sur l'établissement de rapports administratifs, mais rarement sur la mesure des résultats obtenus ou l'amélioration de la mise en œuvre des programmes.
 - vi) Faiblesse des arrangements institutionnels. Il n'existe pas de socle institutionnel efficace en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle permettant de traiter de manière intersectorielle et à l'échelle de plusieurs entités administratives les disponibilités alimentaires, l'accès à la nourriture et l'utilisation de celle-ci. Il est donc difficile d'amener les institutions et les responsables à rendre compte de leurs actions.

- vii) Priorité insuffisante accordée au changement de comportement et à l'éducation. L'information est inadaptée: les fonctionnaires gouvernementaux manquent souvent de connaissances sur la sécurité alimentaire et la malnutrition, et envisagent généralement la question sous le seul angle de la production de riz; les communautés et les bénéficiaires sont mal informés et leur comportement n'a pas évolué à la suite des campagnes de sensibilisation et des cours de formation. Les médias n'ont pas été suffisamment exploités pour faire passer des messages sur l'alimentation et la nutrition.
39. L'examen stratégique recommandait d'investir dans les institutions, d'améliorer la conception et la mise en œuvre des programmes et de promouvoir l'éducation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Six mesures à moyen terme étaient préconisées:
- i) créer des institutions au niveau central et local chargées d'instaurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de veiller au respect des obligations redditionnelles;
 - ii) accroître le budget consacré à la sécurité alimentaire et à la nutrition, rechercher d'autres fournisseurs de services et veiller à l'amélioration de la qualité des prestations fournies;
 - iii) tenir compte de la nutrition dans les filets de sécurité sociale et les activités de préparation et d'intervention en cas de catastrophe, et améliorer le ciblage et l'efficacité;
 - iv) privilégier les districts vulnérables lors de la mise en place des programmes de réduction immédiate de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle;
 - v) promouvoir la sensibilisation et l'éducation dans tous les secteurs de la société;
 - vi) créer un système au sein duquel les communautés et les organisations publiques et privées collaborent dans le cadre de projets conjoints.

ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PAM EN INDONÉSIE POUR 2016–2020

40. Le présent plan stratégique de pays s'appuie sur l'examen stratégique, les consultations menées avec les partenaires gouvernementaux et les enseignements tirés de l'évaluation du programme de pays. Conformément aux recommandations qui s'en sont suivies, les activités menées par le PAM dans les domaines du conseil sur l'action à mener, du développement des capacités et du partage des connaissances seront intégrées dans les structures gouvernementales afin d'obtenir des résultats pérennes.
41. Le plan stratégique de pays sera mis en œuvre pendant la période allant de 2016 à 2020 dans le respect du Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019 et du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement pour 2016–2020⁶. Un examen à mi-parcours fin 2017 indiquera s'il faut apporter des ajustements et si les fonds disponibles sont suffisants.

Orientation, priorité et impact escompté

42. Le PAM contribuera à la réalisation de l'objectif du Gouvernement consistant à parvenir à la souveraineté alimentaire et à réduire l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an. Ses programmes de sécurité alimentaire fondés sur des données factuelles privilégieront les populations et les zones les plus vulnérables; des campagnes de protection sociale et de

⁶ Le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019 ne sera publié dans sa version finale qu'après approbation par le Parlement au premier trimestre de 2015. Les stratégies et les programmes des Nations Unies pour le pays s'inspirant de ce plan, il y a un décalage entre l'année au cours de laquelle le plan commence et celle pendant laquelle sont approuvés les documents relatifs à l'assistance fournie par les Nations Unies.

communication tenant compte de la nutrition seront menées pour s'attaquer à la malnutrition; et des activités de préparation aux situations d'urgence permettront d'atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire.

43. Le PAM appuiera les activités que le Gouvernement juge prioritaires en lui fournissant des conseils techniques, en développant ses capacités et en menant des actions de sensibilisation. Le plan stratégique de pays enrichit la base de données factuelles utilisée pour donner la priorité aux groupes de population exposés à l'insécurité alimentaire et optimiser la conception des programmes (résultat stratégique 1); il suit des approches du développement tenant compte de la nutrition (résultat stratégique 2); et il renforce les capacités dont le Gouvernement dispose pour se préparer aux situations d'urgence (résultat stratégique 3).
44. Grâce au présent plan, le bureau de pays aidera le Gouvernement à réaliser ses objectifs relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition énoncés dans le Plan national de développement à moyen terme pour 2015–2019, et à atteindre les objectifs de développement durable, en particulier le deuxième: éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.
45. Les activités mentionnées ci-dessous s'accompagneront d'une analyse de la problématique hommes-femmes, de la nutrition et des facteurs de risque de catastrophe. Conformément aux enseignements tirés de l'expérience, aux consultations et aux évaluations, le PAM mettra en œuvre des activités de développement des capacités sur la base de l'analyse des parties prenantes. Le PAM veillera dans sa démarche à mettre à profit des partenariats conclus avec le secteur privé dans le cadre de programmes de sécurité alimentaire et de nutrition.

Résultat stratégique 1: Une approche fondée sur des données factuelles permettra d'accorder la priorité aux populations et aux régions les plus vulnérables dans le but de réduire l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an

46. Le Gouvernement souhaite coopérer avec le PAM pour appliquer les grandes orientations iii) et iv) définies dans son Plan national de développement à moyen terme, à savoir: améliorer la qualité des aliments consommés et de la nutrition en encourageant l'adoption d'un régime équilibré; et atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire. Le PAM peut aussi aider à mettre en œuvre l'orientation v), qui appelle à améliorer le bien-être des agriculteurs en axant les activités sur les connaissances des intéressés, l'irrigation et les installations d'après récolte.
47. Le Plan national sur l'adaptation au changement climatique vise avant tout à instaurer la sécurité alimentaire en "adaptant et en développant un système d'exploitation agricole qui résiste aux changements et aux variations climatiques".
48. Le résultat stratégique 1 contribuera à la réalisation de la cible 4 de l'objectif de développement durable 2⁷ afin d'améliorer les revenus des petits agriculteurs ainsi que la productivité et la viabilité de leur exploitation. Les activités proposées seront coordonnées

⁷ D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent la capacité d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols.

avec le Plan national sur l'adaptation au changement climatique et avec l'action d'autres parties prenantes dans le respect des politiques nationales et locales en matière de sécurité alimentaire.

Activités

⇒ *Aider le Gouvernement à recueillir et à analyser des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition afin d'optimiser les politiques et les programmes*

49. Les objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition définis dans le Plan national de développement à moyen terme exigent que le Gouvernement se dote des capacités d'analyse et des processus nécessaires pour surveiller les progrès accomplis. L'unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du PAM collabore depuis 2000 avec l'Agence chargée de la sécurité alimentaire afin de fournir des conseils techniques et des cours de formation au niveau national et provincial pour améliorer l'analyse des données.

50. Le PAM établira son atlas de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, et aidera l'Agence à adopter des méthodes améliorées de suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire et des prix des denrées et à perfectionner les systèmes d'alerte rapide. Il fournira aux décideurs publics des données factuelles sur lesquelles ils pourront fonder leurs décisions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

51. Cette activité permettra de renforcer les capacités dont le Gouvernement dispose pour communiquer les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, et servira de base pour la conception des activités du PAM, le choix de leur emplacement et leur suivi.

⇒ *Améliorer la résilience des petits agriculteurs face au changement climatique*

52. Le Fonds pour l'adaptation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a approuvé une subvention de 6 millions de dollars en faveur d'un projet conjoint de quatre ans mené par le Gouvernement et le PAM dans la province des Petites Îles de la Sonde occidentales, qui est particulièrement exposée à l'insécurité alimentaire⁸. Le projet vise: i) à améliorer les capacités dont les autorités locales disposent pour réduire les risques associés à la variabilité des précipitations et en atténuer les effets sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des communautés, conformément aux programmes gouvernementaux en la matière; et ii) à garantir les moyens d'existence et la sécurité alimentaire de 18 000 petits agriculteurs au maximum contre les fluctuations pluviométriques, les sécheresses et les inondations liées au changement climatique.

53. Le projet sera aligné sur les programmes gouvernementaux destinés à améliorer la gestion des agroécosystèmes de Lombok par les communautés, les collectivités locales, la société civile et le secteur privé. Il donnera lieu à un examen de la faisabilité d'une assurance sécheresse et d'entrepôts communautaires dotés de systèmes de récépissés afin de réduire les pertes après récolte; une attention particulière sera prêtée à la gestion des déchets et à l'utilisation durable d'intrants tels que les engrais.

⁸ Suite à la suggestion du Ministère de la planification du développement national et dans l'attente de l'approbation de cette modification par le Fonds pour l'adaptation, il sera envisagé d'étendre le projet à des districts supplémentaires et/ou à un plus grand nombre de bénéficiaires dans le respect du Plan d'action national d'adaptation au changement climatique.

54. L'approche multipartite participative mettra l'accent sur l'inclusion des femmes, des minorités et des groupes défavorisés. On s'intéressera notamment à la ventilation des données par sexe et par âge dans les enquêtes de référence portant sur la productivité agricole, les revenus et la situation nutritionnelle, en vue de mesurer les effets directs et leur reproduction possible dans d'autres districts.
55. Le PAM fournira des conseils techniques et des services de gestion des fonds à l'Agence chargée de la sécurité alimentaire – au niveau du pays, des provinces et des districts – et au Fonds d'affectation spéciale relatif au changement climatique en Indonésie. Il collaborera avec les écoles pratiques d'agriculture dans le domaine de l'agriculture de conservation, ainsi qu'avec le FIDA et l'UNORCID. Des organisations telles que le Secours islamique interviendront également pour réduire le plus possible les doubles emplois et exploiter au mieux les effets de synergie.
56. Comme l'exige le Fonds pour l'adaptation, la subvention sera gérée par un fonds d'affectation spéciale du PAM distinct des ressources du programme de pays.

Résultat stratégique 2: Des campagnes d'information sur la nutrition et des programmes de protection sociale tenant compte de la nutrition seront menés pour encourager les consommateurs à adopter un régime alimentaire équilibré

57. Le Plan national de développement à moyen terme vise à réduire la proportion d'enfants de moins de 2 ans souffrant d'un retard de croissance de 32,9 pour cent à 28 pour cent d'ici à 2019, en s'appuyant sur le décret présidentiel n° 42 de mai 2013, qui a conduit au lancement du mouvement SUN et à la création d'une équipe spéciale de haut niveau composée de 13 ministères et d'organismes des Nations Unies dont le PAM.
58. Le Ministère de la planification du développement national a demandé au PAM et à l'UNICEF d'aider le secrétariat SUN à établir ses rapports annuels sur la situation nutritionnelle dans l'ensemble du pays dans le cadre du soutien apporté en matière de nutrition aux enfants au cours des 1 000 premiers jours de la vie, de la conception à l'âge de 2 ans.
59. Le résultat stratégique 2 contribue à la réalisation de la cible 2 de l'objectif de développement durable 2 – d'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition. Les activités prévues sont les suivantes:

Activités

⇒ *Promouvoir l'adoption d'un régime alimentaire équilibré pour lutter contre la dénutrition et le surpoids*

60. Les taux élevés d'émaciation et de retard de croissance – 12,1 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans en 2013 pour la première et 37 pour cent pour le second – vont de pair avec l'augmentation du surpoids et de l'obésité, en particulier chez les femmes. Ce double fardeau de la malnutrition, que l'on retrouve aussi bien dans le quintile le plus pauvre que dans le quintile le plus riche, semble indiquer que le comportement joue un rôle majeur dans l'état nutritionnel, en plus du revenu, de l'accès à la nourriture, de la santé et de l'assainissement.

61. La deuxième Conférence internationale sur la nutrition réaffirmait qu' "il est nécessaire de renforcer les moyens d'action des consommateurs grâce à des informations et à une éducation améliorées reposant sur des bases scientifiques dans les domaines de la santé et de la nutrition afin qu'ils puissent opérer en connaissance de cause leurs choix de consommation des produits alimentaires pour se nourrir sainement". Parmi les trois recommandations en matière d'éducation nutritionnelle et d'information sur la nutrition figurait la mesure suivante: "Mener des campagnes de "marketing social" adéquates et mettre en œuvre des programmes de communication autour des changements de style de vie de manière à promouvoir l'activité physique, la diversification des régimes alimentaires, la consommation d'aliments riches en micronutriments comme les fruits et légumes, y compris les aliments traditionnels locaux – en tenant compte des aspects culturels –, une meilleure nutrition des enfants et des mères, des pratiques de soins adaptées et enfin des méthodes d'allaitement et une alimentation d'appoint appropriées, ciblées et adaptées aux différents publics et aux différentes parties prenantes au système alimentaire".
62. Le Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition pour 2011–2015 accordait la priorité au "[...] changement de comportement de consommation, en prêtant une attention particulière à la consommation d'aliments locaux diversifiés". Ce plan est en cours de révision, mais on s'attend à ce que l'activité se poursuive.
63. L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie a mis en évidence qu'il était nécessaire de changer les attitudes à l'égard de l'équilibre de la nutrition, et relevé que le PAM disposait d'un avantage comparatif pour collaborer avec le Gouvernement, le secteur privé et les communautés. Le PAM propose donc de travailler aux côtés du Ministère de la santé et des partenaires des Nations Unies et du secteur privé dans le cadre d'une campagne visant à encourager la consommation d'aliments équilibrés sur le plan nutritionnel, notamment chez les adolescentes et les femmes, qui jouent un rôle majeur dans la nutrition des ménages.
64. La campagne s'appuiera sur les directives révisées relatives à l'alimentation publiées par le Ministère de la santé et l'OMS, et sera dirigée par un comité composé de représentants du Gouvernement, des Nations Unies, du réseau SUN du secteur privé et des médias. Les éventuels conflits d'intérêts seront gérés au moyen de mécanismes fournis par le Gouvernement et le mouvement SUN.
65. Le réseau SUN du secteur privé pourrait rechercher une société d'études de marché pour optimiser les messages et la sélection des médias afin de cibler des groupes de population précis. Ce savoir-faire professionnel en matière de marketing serait efficace pour modifier les habitudes de consommation. Pour rendre l'adoption d'un régime alimentaire équilibré attrayante, la campagne exploitera plusieurs canaux de communication tels que les médias sociaux et le secteur du divertissement ainsi que les groupements de femmes et les organisations religieuses.

⇒ *Améliorer l'efficacité et l'impact nutritionnel des programmes nationaux de protection sociale*

66. Sachant que, comme l'examen stratégique l'a mis en évidence, les programmes de protection sociale doivent améliorer plus efficacement l'état nutritionnel de leurs bénéficiaires, le PAM aidera à accroître les apports nutritionnels du programme national de repas destinés aux enfants scolarisés et d'autres programmes, selon ce que le Gouvernement décidera. En 2015, les Ministères de l'éducation et de la santé ont décidé de relancer les activités d'alimentation scolaire et ont demandé conseil au PAM.

67. Le programme de pays pour 2012–2015 a permis d'expérimenter un prototype appelé "Repas scolaires préparés avec des produits locaux". Les recettes étaient créées de façon à satisfaire les préférences locales, en ajoutant des micronutriments en poudre pour combler les carences en fer et en vitamines. Les vivres étaient achetés à des agriculteurs locaux, ce qui leur garantissait une demande régulière et leur offrait la possibilité d'accroître leur productivité. Les écoles ont été encouragées à mettre en place des jardins pour cultiver des fruits et des légumes riches en nutriments, et des activités d'éducation en matière d'hygiène et de nutrition ont été intégrées dans les programmes d'éducation.
68. Le PAM plaidera en faveur d'une stratégie visant à donner aux districts en situation d'insécurité alimentaire les moyens de rejoindre le projet Repas scolaires préparés avec des produits locaux, et à mettre à disposition des systèmes de suivi et d'établissement de rapports. Sur la base du modèle élaboré dans les provinces des Petites Îles de la Sonde orientales et de Papouasie, le PAM aidera les autorités à mettre en place des programmes de repas scolaires et à en surveiller les effets sur le bien-être et les résultats scolaires des élèves ainsi que sur l'économie locale.
69. S'inspirant d'un projet pilote de l'UNICEF, le Ministère des affaires sociales a exprimé son intention de mettre à profit le programme Espoir pour les familles afin d'améliorer les résultats sur le plan nutritionnel pour les 3,5 millions de ménages bénéficiaires.
70. Le programme Raskin, le seul filet de sécurité sociale fondé sur l'alimentation, fournit à 15 millions de personnes vulnérables 15 kilogrammes de riz subventionné par mois pour aider les ménages financièrement et améliorer leur accès à des aliments nutritifs. À la suite de l'ordonnance présidentielle de juin 2015 appelant à réévaluer ce programme, le Gouvernement pourra s'appuyer sur l'expérience du PAM en matière de protection sociale fondée sur l'alimentation dans les buts suivants: optimiser le ciblage en se servant de la cartographie de la sécurité alimentaire; distribuer du riz enrichi; répondre aux besoins nutritionnels spéciaux des bénéficiaires vulnérables; et prendre en compte de manière systématique l'éducation en matière de nutrition pour sensibiliser davantage à la diversité alimentaire et aux bonnes pratiques d'alimentation, de soins et d'hygiène.

Résultat stratégique 3: Les moyens logistiques d'urgence de l'Indonésie seront renforcés pour lui permettre de faire face aux catastrophes en temps voulu et de manière coordonnée

71. Compte tenu du risque élevé de catastrophe naturelle, le Plan national de développement à moyen terme a intégré la réduction des risques de catastrophe et reconnaît la nécessité de l'adaptation au changement climatique.
72. Le résultat stratégique 3 contribuera à la réalisation de la cible 1 de l'objectif de développement durable 2 – d'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante – et du deuxième objectif assigné à l'initiative Défi Faim zéro – 100 pour cent d'accès à une alimentation adéquate toute l'année.

Activité

- ⇒ *Améliorer la préparation et l'intervention en cas de crise à l'échelle nationale et infranationale en créant un réseau intégré de plateformes logistiques positionnées de manière stratégique*
73. À la demande de l'Agence nationale de gestion des catastrophes, le PAM donnera des conseils sur la création et le choix de l'emplacement de six plateformes logistiques dans le cadre du Plan national de développement à moyen terme, et assurera des cours de formation et un appui technique à l'intention des équipes de gestion et des équipes techniques. Il aidera le Gouvernement à élaborer des réseaux d'approvisionnement humanitaire s'appuyant sur ces plateformes, en donnant des conseils sur la gestion des entrepôts, le stockage mobile, les capacités opérationnelles et le transport. Il aidera également l'Agence nationale de gestion des catastrophes et les organismes correspondants à l'échelle des provinces et des districts à évaluer les capacités logistiques et à mettre en place un système d'inventaire du matériel d'urgence et des produits de secours.
74. Compte tenu de l'état nutritionnel inadéquat d'un grand nombre de personnes, les interventions en cas de catastrophe doivent tenir compte des besoins nutritionnels pour pérenniser les résultats. Le soutien apporté par le PAM au Gouvernement pourrait comprendre des conseils sur les transferts sous forme de vivres, d'espèces, de bons ou par voie électronique, de sorte que les aliments nutritifs soient accessibles pendant les situations d'urgence; le choix de la modalité dépendra du fonctionnement des marchés touchés et des préférences des bénéficiaires.
75. Conformément à son mandat au sein des modules de la logistique et des télécommunications d'urgence, le PAM planifiera des activités de préparation et d'intervention en cas de crise pour s'assurer qu'il peut contribuer aux secours fournis par le Gouvernement en cas d'urgence de niveau 3. Il continuera d'aider les organisations non gouvernementales et religieuses à renforcer leurs capacités et leur niveau de préparation.

MISE EN APPLICATION DU PLAN

Approche retenue

76. Le présent plan stratégique de pays s'inspire des principes ci-après:
77. *Analyse et collaboration fondée sur des données factuelles.* Le PAM se servira de son avantage comparatif en matière d'analyse pour parvenir à une compréhension commune de la nutrition et des causes profondes de l'insécurité alimentaire. Il partagera ses rapports, études, atlas et ensembles de données comme des biens publics, dans la droite ligne de son soutien en faveur des initiatives de transparence et de libre accès aux données, tout en y associant des mises en garde relatives à la protection des données et au respect de la vie privée. Ce travail sera réalisé en collaboration avec l'Office d'appui à la sécurité alimentaire et d'autres parties prenantes afin de proposer une base solide pour l'élaboration des programmes et des politiques.
78. *Assistance technique, et non aide.* Conformément à la demande adressée par le Gouvernement au système des Nations Unies, le plan stratégique de pays comprendra des activités de conseil sur l'action à mener, de développement des capacités et de partage des connaissances dans le but d'améliorer les systèmes, institutions et programmes publics visant à éliminer durablement la faim.

79. *Priorité à la nutrition.* Le soutien du PAM sera conçu et mis en œuvre de façon à maximiser les effets positifs sur le plan nutritionnel.
80. *Prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes.* Le plan stratégique de pays mettra l'accent sur l'analyse de la problématique hommes-femmes et le rôle des femmes sous tous ses aspects de manière à tenir compte des besoins différents des hommes et des femmes dans les interventions.
81. *Réduction des risques de catastrophe.* Toutes les activités intégreront des éléments liés à la réduction des risques de catastrophe, conformément au Cadre de réduction des risques de catastrophe de Sendai.
82. *Synergies.* Dans le cadre de la réalisation des résultats stratégiques et des activités, priorité sera donnée à la recherche de synergies. Ainsi, la réalisation du résultat stratégique 1 contribuera à l'élaboration des systèmes d'information sur la nutrition nécessaires pour appuyer l'établissement du rapport annuel du secrétariat SUN, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. L'activité 2 permettra d'accroître la production et la consommation d'aliments nutritifs parmi les familles de petits exploitants. L'activité 3 relative à la promotion de régimes alimentaires équilibrés permettra de venir en aide aux enfants scolarisés, par l'intermédiaire de l'activité 4.
83. Parmi les innovations du point de vue opérationnel figure un partenariat multipartite visant à encourager l'adoption d'un régime alimentaire équilibré et sain dans le cadre du mouvement SUN. Ce partenariat s'appuiera sur les dernières données factuelles en date issues des travaux de recherche et des interventions portant sur la lutte contre la malnutrition, et expérimentera des techniques destinées à influencer sur les choix alimentaires de groupes de population particuliers.
84. Entre autres modifications apportées au modèle de fonctionnement du PAM, on citera l'arrêt des distributions directes de vivres, le renforcement de la collaboration avec le Gouvernement et la conclusion de partenariats avec le secteur privé allant au-delà du soutien financier.

Partenariats

85. Conformément à la stratégie du PAM en matière de partenariat, un large éventail d'acteurs travailleront ensemble pour réaliser ces résultats stratégiques. Le principal partenaire du PAM est le Gouvernement. Le plan d'action du programme de pays sera signé par le Ministère de la planification du développement national, et chaque activité s'accompagnera d'un accord de projet passé avec le ou les ministères concernés – Ministère coordonnateur du développement humain et de la culture, Ministère de l'agriculture, Ministère de la santé et Agence nationale de gestion des catastrophes. Ces organismes ont travaillé ensemble sur l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Indonésie, dont les résultats sont exploités dans le présent plan stratégique de pays, et ont pris part aux consultations ultérieures relatives au portefeuille d'activités de coopération que le PAM se propose de mettre en œuvre.
86. Au titre du résultat stratégique 1, le PAM coopérera avec l'Agence chargée de la sécurité alimentaire et cherchera à instaurer une coopération technique avec la FAO, le FIDA, l'UNORCID et l'initiative de traitement des données Global Pulse lancée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
87. Au titre du résultat stratégique 2, le PAM coopérera avec: i) les Ministères de la santé, de l'éducation et de la planification du développement national; ii) le secrétariat, le Réseau du secteur privé, le Réseau des donateurs et le Réseau des Nations Unies pour la nutrition (qui

comprend l'UNICEF, l'OMS, la FAO et des partenaires bilatéraux de développement) du mouvement SUN; et iii) des organisations locales, nationales et internationales de la société civile et des médias. Le Ministère des affaires sociales pourra solliciter l'assistance du PAM à la suite de l'examen du programme Raskin en 2017.

88. Au titre du résultat stratégique 3, le PAM poursuivra sa collaboration avec l'Agence nationale de gestion des catastrophes aux niveaux national et provincial. La concertation avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'Agence humanitaire de l'ASEAN, le dispositif australo-indonésien de réduction des effets des catastrophes et l'Office of United States Foreign Disaster Assistance permettra de réduire au minimum les doubles emplois. Le PAM continuera d'appuyer les modules de la logistique et des télécommunications d'urgence.

Modalités d'exécution

89. Le présent plan stratégique de pays s'inspire des programmes précédents du PAM, la participation de celui-ci au développement des capacités à l'échelle du pays, des provinces et des districts devant être guidée par une stratégie globale.
90. Le PAM devra se montrer souple et capable de répondre aux besoins du Gouvernement qui se feront jour dans un contexte de développement rapide. Il s'appuiera sur le savoir-faire du Siège et du bureau régional s'il y a lieu.
91. Le bureau de pays aura besoin d'une nouvelle restructuration au dernier trimestre de 2015 pour faire en sorte que son personnel dispose des moyens techniques nécessaires pour collaborer avec les partenaires gouvernementaux et le secteur privé. Il pourrait être utile de faire appel à la diaspora indonésienne, en particulier aux Indonésiens de l'étranger travaillant dans le milieu universitaire, dans des entreprises de conseil et dans le secteur agroalimentaire, pour bénéficier de conseils actualisés et de pratiques optimales.

RESSOURCES AU SERVICE DES RÉSULTATS

92. Le présent plan stratégique de pays repose sur un budget minimum de 20 millions de dollars sur cinq ans. Fin 2017, un examen à mi-parcours déterminera si les fonds disponibles permettent de poursuivre le programme. Des ressources seront sollicitées auprès du Gouvernement et du secteur privé.
93. On trouvera au tableau 1 le coût de chaque résultat stratégique.

TABLEAU 1: BUDGET ANNUEL INDICATIF <i>(en milliers de dollars)</i>						
	Année 1 (2016)	Année 2 (2017)	Année 3 (2018)	Année 4 (2019)	Année 5 (2020)	Total
Résultat stratégique 1	2 168	1 952	1 971	1 909	500	8 500
Résultat stratégique 2	1 500	1 000	1 000	1 000	1 000	5 500
Résultat stratégique 3	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	6 000
TOTAL	4 868	4 152	4 171	4 109	2 700	20 000

94. La stratégie de mobilisation des ressources associée au présent plan stratégique de pays tient compte des problèmes de financement des pays à revenu intermédiaire, et de

l'Indonésie en particulier. L'APD nette a reculé, passant de 1,05 milliard de dollars en 2009 à 53 millions de dollars en 2013, même si les subventions sont restées stables (1,4 milliard de dollars). Le programme de pays du PAM pour 2012-2015 n'a reçu que 40 pour cent de son budget prévu de 45 millions de dollars.

95. Les donateurs du secteur privé ont été les premiers bailleurs de fonds du programme de pays pour 2012-2015, y allouant 5 millions de dollars sur un montant total de 18 millions de dollars obtenu (voir le tableau 2). Leurs contributions étaient principalement destinées aux programmes d'alimentation scolaire et de nutrition maternelle et infantile ainsi qu'aux activités de plaidoyer appelant à transposer ces programmes à plus grande échelle.

TABLEAU 2: CONTRIBUTIONS VERSÉES AU BUREAU DU PAM EN INDONÉSIE, 2012-2015 (en milliers de dollars)					
Donateur	2012	2013	2014	2015	Total
Australie	0	0	928	0	928
Indonésie	0	2 820	0	0	2 820
Japon	689	550	710	0	1 949
Secteur privé	2 828	908	1 025	454	5 215
États-Unis d'Amérique	0	1 250	694	500	2 444
Banque mondiale	550	0	0	0	550
Contributions multilatérales et report	911	0	3 139	0	4 050
TOTAL	4 978	5 528	6 496	954	17 956
Besoins sur 2012-2015	11 187	10 949	11 268	11 155	44 559

96. L'appui apporté par le Gouvernement aux opérations du PAM comprenait un engagement à hauteur de 2,8 millions de dollars pour couvrir les frais de transport terrestre, d'entreposage et de manutention ainsi que d'autres dépenses locales prévues dans le plan d'action du programme de pays pour 2012-2015, mais une erreur de procédure a empêché le versement de la totalité de ce montant. Le Ministère de la planification du développement national a confirmé la volonté du Gouvernement d'examiner le cofinancement des activités prioritaires des Nations Unies. Le PAM mettra en œuvre uniquement les activités que le Gouvernement est disposé à appuyer financièrement. Un mécanisme juridique est à l'étude pour permettre ce financement, mais dans l'intervalle le Gouvernement entend: i) fournir un financement de contrepartie substantiel tout en s'engageant à couvrir les dépenses publiques relatives à un projet bénéficiant de ressources du PAM; et ii) rechercher des fonds auprès des partenaires de développement traditionnels pour couvrir la contribution du PAM aux activités conjointes. Les activités seront classées par ordre de priorité et mises en œuvre en fonction de la disponibilité des fonds fournis par le Gouvernement et des financiers externes complémentaires.
97. Seule fait exception l'activité 2, qui a été financée au moyen d'une subvention de 6 millions de dollars accordée au titre du Fonds pour l'adaptation. La campagne de promotion d'une bonne nutrition prévue dans le cadre de l'activité 3 dépendra de l'engagement des donateurs privés.

GESTION DE LA PERFORMANCE ET ÉVALUATION

98. Une étude de référence sera réalisée et des mécanismes de suivi et d'évaluation seront mis en place afin de mesurer les effets du programme de pays, de manière à apporter les ajustements nécessaires et à réviser les activités sur la base des données factuelles recueillies lors de la mise en œuvre.
99. L'évaluation du programme de pays a permis de constater que les mécanismes d'établissement de rapports du PAM ne rendaient pas pleinement compte des progrès accomplis en matière de développement des capacités. En conséquence, avec le concours du bureau régional et du Siège, le bureau de pays établira un plan de suivi et d'évaluation s'inspirant du Cadre de résultats stratégiques du PAM pour surveiller ces activités et en mesurer les effets sur le long terme.
100. Des ressources seront prévues dans le budget du programme de pays pour la gestion de la performance et le suivi et l'évaluation. Les indicateurs d'effet direct, de produit et de processus seront ventilés par sexe à chaque fois que cela sera possible et pris en compte dans les analyses.

GESTION DES RISQUES

101. Les risques et les mesures d'atténuation ci-après ont été répertoriés.
102. *Risques programmatiques.* L'expérience acquise dans le cadre du programme de pays pour 2012-2015 montre que les études statistiques, en particulier celles sur la nutrition, doivent être étroitement supervisées pour permettre au PAM et au Gouvernement de tirer des conclusions de la mise en œuvre des projets. Pour atténuer ce risque, on cherchera à établir des partenariats avec des institutions internationales, et le personnel technique du PAM participera à toutes les étapes de la conception, de la collecte des données, de l'analyse et de l'établissement des rapports.
103. *Risques institutionnels.* Il existe un risque que le programme de pays ne dispose pas de suffisamment de ressources pour que ses résultats puissent s'inscrire dans la durée. Des mesures d'atténuation en deux temps sont proposées: i) une base juridique sera établie pour permettre au Gouvernement de cofinancer les activités du PAM pendant les 24 premiers mois; et ii) jusqu'à ce que la question juridique soit réglée, le PAM mettra en œuvre uniquement les activités qui bénéficient d'un financement de contrepartie de la part du Gouvernement ou de ressources mobilisées conjointement auprès de sources extérieures.
104. *Risques contextuels.* La collaboration du PAM avec le Gouvernement destinée à améliorer la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise permet d'atténuer les risques associés aux catastrophes naturelles. Le PAM surveille également son degré de préparation aux interventions d'urgence de niveau 3. Étant donné que le phénomène El Niño peut provoquer des fluctuations des prix des denrées pendant la mise en œuvre du programme de pays, le PAM collabore avec l'Office d'appui à la sécurité alimentaire pour intervenir rapidement le cas échéant. Aucune distribution directe de vivres n'étant prévue, les effets sur les opérations du PAM seront limités.
105. *Risques liés à la sécurité.* Les conditions de sécurité sont demeurées stables et calmes.

ANNEXE I: CADRE DE RÉSULTATS

Objectif de développement durable 2: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

Plan national de développement à moyen terme pour 2015-2019

Les trois axes de développement sont: i) le développement humain, y compris en matière de nutrition liée à la santé; ii) le développement du secteur primaire, notamment dans le but de parvenir à la souveraineté alimentaire; et iii) la prise en compte des questions relatives au territoire et à l'équité, pour mettre l'accent sur le développement et la lutte contre la pauvreté dans les régions reculées.

Le Plan national de développement à moyen terme est mis en œuvre à l'aide de divers plans d'action sectoriels afin de coordonner les activités entre les parties prenantes et les bureaux gouvernementaux: ces plans ciblent l'alimentation et la nutrition (Plan d'action national pour l'alimentation et la nutrition), l'adaptation au changement climatique (Plan d'action national pour l'adaptation au changement climatique) et les problèmes liés aux catastrophes (Plan d'action national de réduction des risques de catastrophe).

Les activités en faveur de la sécurité alimentaire figurant dans le Plan national de développement à moyen terme poursuivent cinq objectifs: i) accroître la production; ii) stabiliser les prix; iii) améliorer le bien-être des agriculteurs; iv) atténuer les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire; et iv) diversifier l'alimentation.

L'une des composantes de ce plan est le programme intitulé "Accélérer l'amélioration de la nutrition", dont les objectifs sont: i) réduire la prévalence de l'insuffisance pondérale, de 19,6 pour cent en 2013 à 17 pour cent en 2019; et ii) faire reculer le retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans, de 32,9 pour cent en 2013 à 28 pour cent en 2019.

La composante relative à la réduction des risques de catastrophe prévoit: i) l'internalisation de la réduction des risques de catastrophe aux niveaux national et infranational; ii) la réduction de la vulnérabilité face aux catastrophes; et iii) l'augmentation des capacités du Gouvernement, des collectivités locales et de la société civile en matière de gestion des catastrophes, ce qui comprend la mise en place dans chaque région d'une plateforme logistique pour accéder aux zones reculées.

Effets directs du Plan-cadre du partenariat des Nations Unies pour le développement

Effet 1: Réduction de la pauvreté, développement durable équitable, moyens d'existence et travail décent. Domaines prioritaires: i) agriculture, développement industriel et sécurité alimentaire; et ii) protection sociale au service de la réduction de la pauvreté.

Effet 2: Accès équitable aux services sociaux et à la protection sociale. Domaines prioritaires: i) protection sociale – assurance, sécurité sociale; ii) intervention multisectorielle pour lutter contre la malnutrition; et iii) éducation.

Effet 3: Sauvegarde de l'environnement et amélioration de la résilience face aux crises. Domaines prioritaires: i) atténuation des effets du changement climatique; ii) gestion des catastrophes.

Cibles de l'ODD 2

2.1: D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.

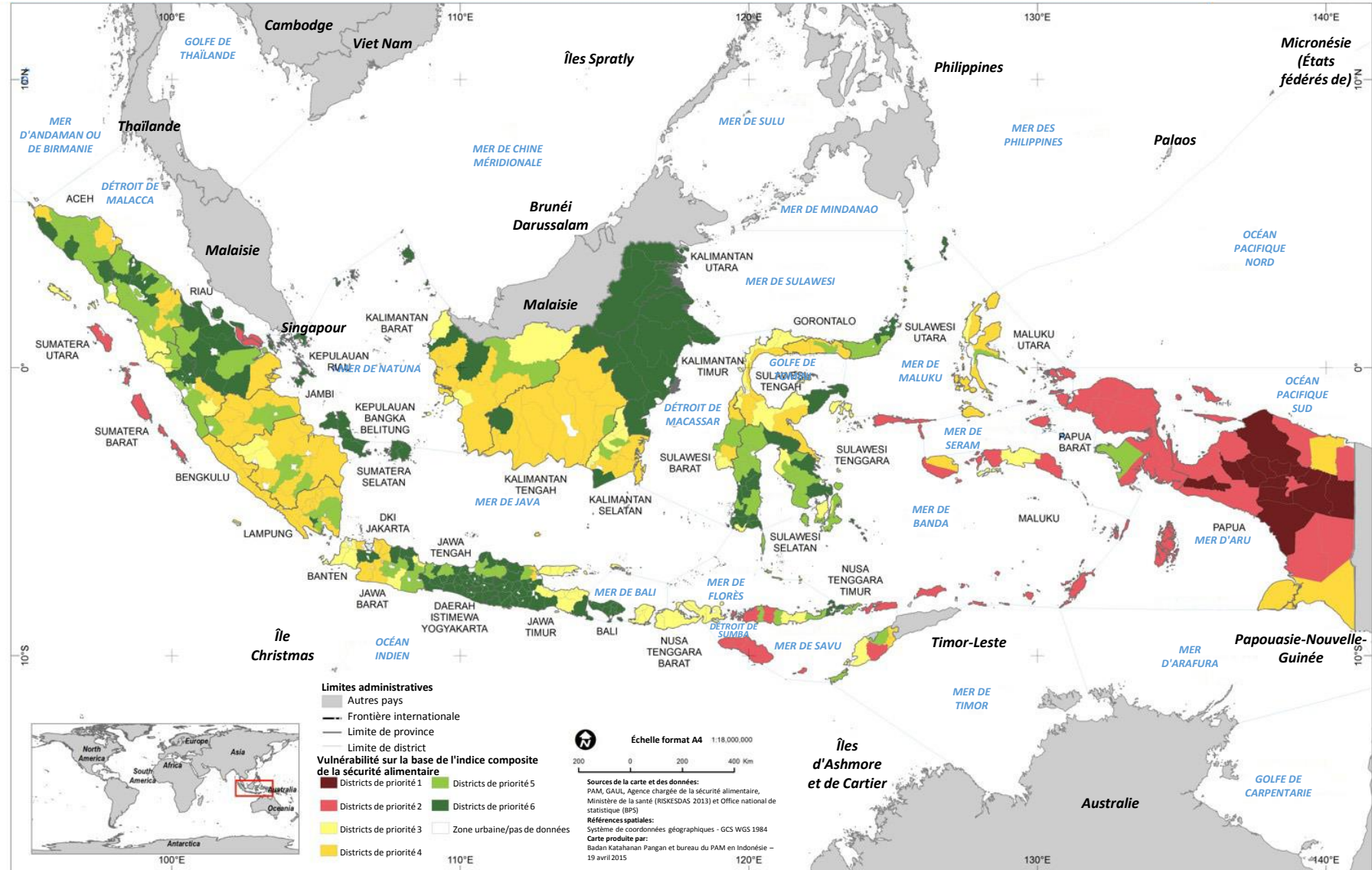
2.2: D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées.

2.4: D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols.

ANNEXE I: CADRE DE RÉSULTATS

<p>Résultat stratégique 1: Une approche fondée sur des données factuelles permettra d'accorder la priorité aux populations et aux régions les plus vulnérables dans le but de réduire l'insécurité alimentaire grave de 1 pour cent par an.</p>	
<p>Effet direct 1.1: Amélioration des moyens dont le Gouvernement dispose pour recueillir et analyser les données sur la sécurité alimentaire et la nutrition et utilisation de ces capacités pour concevoir et mettre en œuvre des polices et des programmes optimaux (effet direct spécifique au plan stratégique de pays).</p>	<p>Hypothèses</p> <p>L'Agence chargée de la sécurité alimentaire continue d'allouer des fonds pour suivre l'évolution de la sécurité alimentaire, en particulier en ce qui concerne les prix des produits alimentaires.</p>
<p>Effet direct 1.2: Renforcement de la capacité des pays, des communautés et des institutions en matière de réduction des risques. Produits liés: B, F, G, J et M (effet direct 3.3 du Cadre de résultats stratégiques en vigueur).</p>	
<p>Effet direct 1.3: Amélioration des débouchés permettant aux producteurs et aux commerçants d'écouler les produits agricoles et alimentaires aux niveaux régional, national et local. Produits liés: H et I (effet direct 3.2 du Cadre de résultats stratégiques en vigueur).</p>	
<p>Résultat stratégique 2: Des campagnes d'information sur la nutrition et des programmes de protection sociale tenant compte de la nutrition seront menés pour encourager les consommateurs à adopter un régime alimentaire équilibré.</p>	
<p>Effet direct 2.1: Renforcement de la capacité des consommateurs à choisir un régime alimentaire équilibré grâce à une campagne de communication sur la nutrition qui traite du double fardeau que constituent la dénutrition et la surnutrition en Indonésie (effet direct spécifique au plan stratégique de pays).</p>	<p>Hypothèses</p> <p>Le mouvement SUN continue de promouvoir le concept des 1 000 premiers jours de la vie; le Réseau des donateurs, le Réseau des Nations Unies pour la nutrition et le Réseau du secteur privé du mouvement SUN apportent des contributions financières.</p> <p>Les Ministères de la santé et de l'éducation allouent des fonds pour relancer les activités d'alimentation scolaire.</p>
<p>Effet direct 2.2: Amélioration de l'efficacité des programmes nationaux de protection sociale et de leurs effets sur le plan nutritionnel, en particulier pour ce qui est du programme national de repas scolaires (effet direct spécifique au plan stratégique de pays).</p>	
<p>Effet direct 2.3: Renforcement des capacités en vue d'un accroissement de la prise en charge de la lutte contre la dénutrition et de l'amélioration de l'accès à l'éducation aux niveaux régional, national et communautaire. Produits liés: E, F, L et M (effet direct 4.3 du Cadre de résultats stratégiques en vigueur).</p>	
<p>Résultat stratégique 3: Les moyens logistiques d'urgence de l'Indonésie seront renforcés pour lui permettre de faire face aux catastrophes en temps voulu et de manière coordonnée.</p>	
<p>Effet direct 3.1: Renforcement de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise aux niveaux national et infranational grâce à la mise en place d'un réseau de plateformes logistiques (effet direct spécifique au plan stratégique de pays).</p>	<p>Hypothèses</p> <p>L'Agence nationale de gestion des catastrophes alloue des fonds pour concevoir, construire et gérer les six plateformes logistiques régionales.</p>
<p>Effet direct 3.2: Aptitude des institutions nationales, des entités régionales et des organismes humanitaires à se préparer aux situations d'urgence, à les évaluer et à y faire face. Produits liés: D (effet direct 1.4 du Cadre de résultats stratégiques en vigueur).</p>	

ANNEXE II: Vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire en 2015



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

APD	aide publique au développement
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
IMC	Indice de masse corporelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé
SUN	Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNORCID	Bureau des Nations Unies de la coordination de REDD+ en Indonésie